

Ensemble pour la protection des réfugiés



Introduction

Le secteur canadien de la coopération internationale réclame une augmentation substantielle de l'aide publique au développement. Cette aide représente un investissement déterminant qui garantit un monde plus sûr, juste et durable et qui reflète les valeurs fondamentales canadiennes. Néanmoins, la contribution du Canada est inférieure à la moyenne des engagements de la communauté internationale de donateurs jusqu'à présent. Une augmentation du budget de l'aide publique au développement est nécessaire afin d'atteindre les cibles ambitieuses de la politique d'aide internationale féministe du Canada et maintenir la réputation du Canada comme leader mondial en matière de droits de la personne.

Les faits indiquent clairement que davantage d'aide internationale est nécessaire. Pour être efficaces, les investissements assurant un monde plus sûr et plus juste, pour nous et les générations à venir, doivent reposer sur des interventions globales en faveur du bien-être socioéconomique et environnemental basées de solides mécanismes de gouvernance. Le Canada peut et doit faire davantage. Nous devons travailler de concert avec différents partenaires afin d'assurer une continuité entre les opérations humanitaires, de développement et de maintien de la paix. Nous devons soutenir des solutions locales. Le programme d'investissement suivant expose le potentiel transformateur qu'une juste part de la contribution du Canada aurait sur les migrations forcées.

Messages clés

Les déplacements forcés à travers le monde **s'intensifient**.¹ À la fin de 2019, plus de 79,5 millions² de personnes dans le monde avaient été forcées de se déplacer. C'est le plus grand nombre de personnes déplacées depuis la Seconde Guerre mondiale.³ Environ 40 % des personnes déplacées⁴ dans le monde sont des enfants et quelque 50 % d'entre elles sont des femmes et des filles⁵ qui courent un risque accru d'exploitation, d'emprisonnement et d'esclavage.

Sans soutien adéquat, la pression exercée par un tel afflux de réfugiés sur les communautés d'accueil menace le développement et la stabilité chèrement acquis. Seule une poignée de pays, de surcroît à revenus faibles et intermédiaires, accueille 88 % des personnes déplacées⁶ dans le monde. Depuis des décennies, ces communautés d'accueil, qui font face à leurs propres enjeux de développement, supportent les coûts liés à la présence de réfugiés. Elles ont besoin de notre soutien.

L'aide étrangère peut transformer les problèmes que posent les déplacements forcés en occasions de développement. La Politique d'aide internationale féministe du Canada fournit un cadre solide pour améliorer la collaboration entre des organismes canadiens engagés dans des interventions humanitaires, de construction de la paix et de développement qui tiennent compte du genre, cela en partenariat avec des groupes de personnes déplacées à travers le monde.

Un leadership politique est nécessaire pour améliorer les droits des personnes en déplacement et s'attaquer à ce qui provoque les déplacements forcés. Le Canada est reconnu à l'échelle internationale pour son ouverture à l'égard de la diversité et de l'immigration et pour son soutien aux personnes qui fuient les conflits et la persécution. Le Canada doit défendre les normes et les droits des réfugiés et promouvoir les collaborations visant à transformer les relations de genre avec les personnes déplacées les plus vulnérables dans le monde et leurs communautés d'accueil.

1 HCRNU, « UNHCR Global Trends—Forced Displacement in 2017 », UNHCR Global Trends—Forced Displacement in 2017, 2017, <https://www.unhcr.org/globaltrends2017/>.

2 HCRNU, « Figures at a Glance—UNHCR Philippines », UNHCR (UNHCR, 2017), <https://www.unhcr.org/ph/figures-at-a-glance>.

3 HCRNU, « UNHCR Global Trends 2018 », UNHCR Global Trends 2018, 2018, <https://www.unhcr.org/globaltrends2018/>.

4 UNHCR, « Figures at a Glance—UNHCR Philippines », UNHCR (UNHCR, 2017), <https://www.unhcr.org/ph/figures-at-a-glance>.

5 HCRNU, « Women », UNHCR, 2020, <https://www.unhcr.org/en-us/women.html>.

6 Center for Global Development and International Rescue Committee, « REFUGEE COMPACTS Addressing the Crisis of Protracted Displacement Final Report of the Forced Displacement and Development Study Group », 2017, <https://www.cgdev.org/sites/default/files/Refugee-Compacts-Report.pdf>.

DESCRIPTION THÉMATIQUE

À la fin de 2019, plus de 79,5 millions⁷ de personnes dans le monde avaient été forcées de se déplacer. Parmi celles-ci, on dénombre 45,7 millions de déplacés internes, 26 millions de réfugiés et 4,2 millions de demandeurs d'asile. Environ 40 % des personnes déplacées⁸ dans le monde sont des enfants et quelque 50 % sont des femmes et des filles.⁹ Ces chiffres représentent le plus grand nombre de personnes déplacées depuis la Seconde Guerre mondiale.

Souvent soumis à des conditions de promiscuité et privés d'accès à l'hygiène de base, aux services sociaux et à l'information, les réfugiés et les migrants font maintenant face à des **risques supplémentaires**¹⁰ liés à la covid-19. Les réfugiés sont également 60 % plus susceptibles de subir les impacts financiers de la pandémie que les citoyens du pays hôte et seront parmi les **plus frappés**¹¹ par le chômage, la xénophobie et l'exclusion économique.

Quelque 88 % des réfugiés d'aujourd'hui¹² sont reçus dans des pays à revenus faibles et intermédiaires qui sont eux-mêmes aux prises avec des problèmes de développement et de protection des populations. Sans soutien adéquat, la pression qu'exerce un tel afflux de réfugiés sur les communautés d'accueil compromettra les gains au chapitre du développement et la stabilité chèrement acquis et entraîne des conséquences négatives régionales sinon mondiales.

Cela dit, le problème des déplacements forcés à travers le monde est entièrement gérable. Les personnes déplacées ne représentent que 1 % de la population mondiale¹³ et la vaste majorité d'entre elles se concentre dans une **poignée de pays de premier asile**.¹⁴ Grâce à des politiques et à un soutien appropriés, la mobilité humaine devient une occasion de promouvoir, dans les communautés d'accueil, un développement durable, équitable et inclusif pour les deux sexes, le tout dans le respect des droits de la personne et des lois internationales.

CONTEXTE CANADIEN

Le Canada peut être fier de ce qu'il a accompli en matière de leadership et de soutien international en faveur des personnes déplacées dans le monde. En 1986, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a décerné aux citoyens du Canada la médaille Nansen pour avoir accueilli plus de 60 000 Vietnamiens réfugiés de la mer après la chute de Saigon. Le Canada a également reçu des éloges sur la scène internationale pour avoir accueilli 53 100 réfugiés syriens entre 2015 et 2018. Depuis des décennies, il bénéficie largement de l'apport d'anciens migrants et réfugiés dont beaucoup agissent aujourd'hui comme membres éminents du milieu des affaires, de la politique et de la société civile.

En 2016, le Canada a joué un rôle diplomatique de premier plan en soutenant l'adoption unanime de la **Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants**¹⁵ et l'appel pour un pacte mondial sur les réfugiés¹⁶ et pour le pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières.¹⁷ Le Canada a entériné ces deux pactes en 2018. En 2017, il a participé à une exploration approfondie des difficultés et des possibilités auxquels font face les réfugiés et les pays hôtes par le biais de son soutien au **Conseil mondial pour les réfugiés**.¹⁸ En 2018, alors qu'il occupait la présidence du G7, le Gouvernement du Canada s'est engagé¹⁹ à verser une somme de 400 millions de dollars pour éliminer les obstacles à une éducation de qualité pour les femmes

7 HCRNU, « Figures at a Glance—UNHCR Philippines », UNHCR (UNHCR, 2017), <https://www.unhcr.org/ph/figures-at-a-glance>.

8 HCRNU, « Figures at a Glance—UNHCR Philippines », UNHCR (UNHCR, 2017), <https://www.unhcr.org/ph/figures-at-a-glance>.

9 HCRNU, « Women », UNHCR, 2020, <https://www.unhcr.org/en-us/women.html>.

10 Refugees International, « COVID-19 and the Displaced: Addressing the Threat of the Novel Coronavirus in Humanitarian Emergencies », Refugees International, 2020, <https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/3/29/covid-19-and-the-displaced-addressing-the-threat-of-the-novel-coronavirus-in-humanitarian-emergencies>.

11 Helen Dempster et coll., « Locked Down and Left Behind: The Impact of COVID-19 on Refugees' Economic Inclusion », juillet 2020, <https://www.cgdev.org/sites/default/files/locked-down-and-left-behind-paper-71320.pdf>.

12 Center for Global Development and International Rescue Committee, « REFUGEE COMPACTS Addressing the Crisis of Protracted Displacement Final Report of the Forced Displacement and Development Study Group », 2017, <https://www.cgdev.org/sites/default/files/Refugee-Compacts-Report.pdf>.

13 Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, « The World Counted 258 Million International Migrants in 2017, Representing 3.4% of Global Population », 2017, https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/popfacts/PopFacts_2017-5.pdf.

14 World Refugee Council, « World Refugee Council », Centre for International Governance Innovation, 2019, <https://www.cigionline.org/activity/world-refugee-council>.

15 « Déclaration de New York du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés et les migrants », 2016 <https://www.unhcr.org/dach/ch-fr/nos-activites/le-pacte-mondial-sur-les-refugies/declaration-de-new-york-pour-les-refugies-et-les-migrants>

16 Réfugiés et migrants, « Pacte mondial pour les migrations », Réfugiés et migrants, 5 avril 2017, <https://refugeesmigrants.un.org/fr/pacte-mondial-pour-les-migrations>

17 Idem.

18 Conseil mondial pour les réfugiés, « World Refugee Council », Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, 2019, <https://www.cigionline.org/activity/world-refugee-council>.

19 Affaires mondiales Canada, <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2019/07/la-ministre-monsef-conclut-avec-succes-les-reunions-ministerielles-du-g7-sur-le-developpement-tenu-a-paris-et-annonce-un-soutien-pour-ameliorer-l.html>.

et les filles réfugiées vivant dans des pays en crise, fragiles et affectés par des conflits.²⁰ Le Canada a aussi répondu à la crise des Rohingyas en investissant 300 millions de dollars dans les trois premières années de la crise et en affectant un envoyé spécial pour soutenir ses efforts diplomatiques dans ce qui reste l'une des plus graves crises des réfugiés de la décennie.

Le Canada s'engage également chaque année auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. En 2019, la contribution du Canada au Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies a totalisé 59,7 millions de dollars américains, soit moins que les 72,9 millions de 2018 et les 81,9 millions de 2017. Cela dit, le Canada demeure le neuvième donateur en importance dans le monde en ce qui a trait aux contributions au Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies et il a effectué d'importants investissements financiers et politiques par le biais de son modèle de parrainage privé. Ces efforts ont galvanisé encore davantage l'autorité du Canada en faveur de la protection des réfugiés et de solutions durables tout en contribuant à réduire la xénophobie et à encourager l'ouverture à l'hospitalité.

La Politique d'aide internationale féministe du Canada met en lumière la volonté du Canada de contribuer à combler les besoins des femmes et des filles et de renforcer leur capacité d'agir, y compris dans les cas de déplacements forcés. Le Canada a aujourd'hui l'occasion de montrer la voie dans la mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés en élargissant les programmes et les approches qui ont fait leurs preuves et en mobilisant des investissements à plus long terme en complément au financement humanitaire habituel de façon à appuyer les cadres d'action globaux pour les réfugiés.

RÉPERCUSSIONS POSITIVES SUR LE DÉVELOPPEMENT

Les interventions humanitaires à plus long terme, qui intègrent les questions de genre, de consolidation de la paix et de développement, sont des moyens éprouvés de transformer en occasions de développement les menaces pesant sur les acquis de développement que posent les déplacements forcés. Des données probantes démontrent²¹ qu'avec l'accès au marché du travail, les personnes déplacées deviennent rapidement des contributeurs nets à l'économie des communautés hôtes par les revenus d'impôt et la création d'emploi. L'accès à la protection des droits de la personne peut atténuer la plus grande vulnérabilité des réfugiés et des migrants à toute forme d'exploitation dont l'exploitation sexuelle, aux grossesses non désirées et à la maternité précoce, au mariage précoce et forcé, à l'emprisonnement et à l'esclavage. L'accès aux soins de santé et à une hygiène de base, notamment aux services de santé sexuelle et reproductive, est essentiel pour lutter contre les maladies transmissibles provoquées par le surpeuplement et le manque d'hébergement.

L'accès à la protection des droits de la personne peut atténuer la plus grande vulnérabilité des réfugiés et des migrants à toute forme d'exploitation dont l'exploitation sexuelle, aux grossesses non désirées et à la maternité précoce, au mariage précoce et forcé, à l'emprisonnement et à l'esclavage.

Les organismes humanitaires canadiens mettent déjà de l'avant des approches novatrices sensibles au genre pour venir en aide aux populations déplacées et aux communautés d'accueil. Une recherche²² menée en 2017 confirme que beaucoup de nombreux organismes non gouvernementaux canadiens déploient déjà des programmes qui reflètent les objectifs du Cadre d'action globale pour les réfugiés, tels que définis dans la Déclaration de New York, et que ces programmes produisent des résultats significatifs. Les programmes canadiens aident également les déplacés internes qui sont privés des mesures de protection et des droits accordés aux réfugiés en vertu de la loi internationale et qui ont difficilement accès aux ressources prodiguées par le Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies. Les partenariats et les programmes du Canada ont déjà des répercussions positives et sont conformes aux pratiques exemplaires du nouveau cadre international fourni par le Pacte mondial sur les réfugiés.

Souvent soumis à des conditions de promiscuité et privés d'accès à l'hygiène de base, aux services sociaux et à l'information, les réfugiés et les migrants font maintenant face à des risques supplémentaires liés à la covid-19.

²⁰ Affaires mondiales Canada, « Minister Monsef Concludes Successful G7 Development Ministerial Meetings in Paris and Announces Support to Improve Access to Education for Women and Girls », 5 juillet 2019, <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2019/07/minister-monsef-concludes-successful-g7-development-ministerial-meetings-in-paris-and-announces-support-to-improve-access-to-education-for-women-an.html>.

²¹ World Refugee Council, « World Refugee Council », Centre for International Governance Innovation, 2019, <https://www.cigionline.org/activity/world-refugee-council>.

²² Politique d'ouverture, « IPIC 2017 - Tyler Foley - Canadian Best Practices for Global Compacts and Beyond, » YouTube Video, YouTube, 4 décembre 2017, https://www.youtube.com/watch?v=mnGbtLS2yKl&index=3&t=0s&list=PLz16nPgTeTH_MNd4rHIG5hwzHAWDwv6ZQ.

IMPACTS FINANCIERS

Les populations déplacées dans le monde représentent un vaste potentiel économique. Dans de nombreux pays, surtout ceux qui sont depuis toujours désavantagés, ce potentiel se perd sous des cadres législatifs restrictifs où prévalent des obstacles liés au genre pour accéder à des emplois productifs et où n'existent que des services sociaux inadéquats. Ces embûches ralentissent et retardent l'intégration au marché du travail à l'échelle locale particulièrement chez les femmes et les jeunes, ce qui les empêche d'acquérir des compétences monnayables. Cette situation les amène souvent à se tourner vers une économie parallèle ou à dépendre sur une plus longue période de l'assistance humanitaire.

Par exemple, seulement 0,5 % des réfugiés syriens au Liban en âge de travailler²³ possèdent un permis de travail et seulement 32 % des travailleurs syriens occupent un emploi permanent qui génère un revenu stable. Les personnes déplacées qui occupent un emploi, même temporaire, gagnent généralement moins que les travailleurs des communautés d'accueil. Les femmes réfugiées en Jordanie, par exemple, ne gagnent en moyenne qu'un peu plus d'un dollar contre quatre dollars l'heure chez les hommes et femmes du pays-hôte. Résultat : des ingénieurs sont chauffeurs de taxis et des médecins cueilleurs d'olives. Ces sous-emplois sont occupés par une main-d'œuvre hautement scolarisée. Et des situations semblables existent parmi des populations déplacées et des communautés d'accueil partout dans le monde.

Cela n'a pas de raison d'être. Une étude²⁴ du Georgetown Institute for Women, Peace and Security et de l'International Rescue Committee a démontré que les femmes réfugiées pourraient ajouter 1,4 billion de dollars américains au produit intérieur brut mondial si les écarts d'emploi entre les sexes étaient comblés dans les 30 principaux pays d'accueil de réfugiés. En Turquie²⁵, par exemple, où les réfugiés sont officiellement autorisés à posséder des entreprises, les réfugiés syriens ont créé un total de 6033 sociétés dûment enregistrées de 2011 à 2017. Ces entreprises employaient en moyenne 9,4 personnes, soit 56 710 personnes au total. En Ouganda²⁶ les entreprises propriétés de réfugiés procurent des services importants et agissent comme fournisseurs et distributeurs de biens.

Finalement, les transferts de devises par les membres à l'étranger de familles déplacées représentent une source vitale de fonds pour les ménages vulnérables et en situation de pauvreté. Ces fonds permettent d'améliorer les résultats en matière de développement grâce, notamment, à l'augmentation des dépenses en éducation, à la réduction du taux de travail des enfants et à l'amélioration de la nutrition. En 2019, les remises vers les pays à revenus faibles et intermédiaires ont atteint un record de 554 milliards²⁷ de dollars, dépassant les investissements directs venant de l'étranger. On prévoit²⁸ que ces envois de fonds diminueront de 20 % en 2020 en raison de la pandémie de covid-19, ce qui affectera les budgets pour la nourriture et l'éducation de beaucoup de familles et entraînera une hausse du travail des enfants.

Dans l'ensemble, les avantages sur le plan du développement et de l'économie d'assurer aux personnes déplacées la jouissance de leurs droits individuels, de services sociaux de base et d'un accès équitable au marché du travail offrent une occasion manifeste de permettre aux personnes déplacées de devenir des agents de développement au sein de leur communauté d'accueil et d'apporter un soutien aux êtres chers qu'ils ont laissés derrière eux.

Arguments en faveur d'une augmentation de l'aide publique au développement du Canada

La coopération internationale consiste à trouver des solutions intégrées, adaptées au contexte et dirigées par les pays qui contribuent à résoudre les grands problèmes mondiaux. L'expertise du Canada dans la conception d'approches inclusives et équitables menées en collaboration avec des partenaires mondiaux et locaux est appréciée tant ici qu'à l'étranger.



Les changements climatiques exacerbent tous les autres problèmes mondiaux et affectent particulièrement les pays désavantagés depuis toujours et les populations marginalisées. Des mesures d'adaptation et d'atténuation s'imposent pour empêcher que de prochaines crises surviennent et pour protéger les acquis en matière de développement.

L'égalité des genres est un principe directeur de l'aide étrangère du Canada et un préalable à l'édification de sociétés équitables et justes. Il permet d'atteindre tous les autres objectifs.

Les investissements dans l'eau, les mesures sanitaires et l'hygiène peuvent transformer les communautés en favorisant la santé et l'accès à l'éducation, en améliorant l'égalité des genres et la résilience climatique et en provoquant un développement socioéconomique.

La protection des enfants met un frein au cycle de la violence et à l'inégalité des genres en protégeant les filles et les garçons des méfaits, en favorisant l'estime de soi et en évitant des coûts considérables pour les individus, les sociétés et l'économie.

L'éducation est un préalable à la prospérité de tous les pays. Elle a une incidence directe sur le plan social, politique et économique qui bénéficie tant aux individus, aux ménages et aux communautés qu'aux pays concernés.

Les investissements dans la sécurité alimentaire peuvent faire émerger des millions de personnes de la pauvreté et consolider les économies locales tout en améliorant la santé et la nutrition, en donnant le pouvoir d'agir aux femmes et en contribuant à la résilience climatique.

La nutrition est fondamentale à la protection de la cognition et du rendement scolaire, à l'amélioration des gains acquis tout au long de la vie ainsi qu'à la productivité pour, ultimement, rompre le cycle de la pauvreté.

Les interventions en matière de gouvernance créent un environnement favorable au développement en renforçant l'inclusion, en permettant l'accès à la justice et aux structures décisionnelles et en protégeant les droits de la personne.

La santé mondiale a la capacité d'affaiblir ou de renforcer les objectifs dans toutes les sphères de la coopération internationale ainsi que la sûreté et la sécurité. Des communautés vigoureuses sont des communautés florissantes.

Les interventions humanitaires englobent toutes les interventions d'urgence destinées à sauver et préserver des vies, ce qui représente le cœur de nos principes universels en tant qu'humanité.

Les investissements dans les migrations forcées allègent le fardeau des pays les moins développés qui accueillent les populations déplacées et ils créent des solutions à long terme.

23 CARE, « Syrian Refugees in Lebanon Eight Years on: What Works and Why That Matters for the Future », n.d., https://www.care-international.org/files/files/CAREInternationalLebanon_RefugeesinLebanon_Whatworksandwhythatmattersforthefuture.pdf

24 Raiyan Kabir et Jeni Klugman, « Unlocking Refugee Women's Potential », 2019, <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/3987/reportrescueworksunlockingrefugeewomenspotential.pdf>

25 Créer des débouchés, « Another Side to the Story a Market Assessment of Syrian SMEs in Turkey Building Markets Building Markets », 2017, https://buildingmarkets.org/sites/default/files/pdm_reports/another_side_to_the_story_a_market_assessment_of_syrian_smes_in_turkey.pdf

26 Alexander Betts et coll., « Refugee Economies Rethinking Popular Assumptions », 2014, <https://www.rsc.ox.ac.uk/files/files-1/refugee-economies-2014.pdf>

27 Banque mondiale, « World Bank Predicts Sharpest Decline of Remittances in Recent History » 2020, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history>

28 Banque mondiale, « La Banque mondiale prévoit un repli sans précédent des remises migratoires sans précédent dans l'histoire récente », Banque mondiale, 2020 <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history>

UN
PLAN POUR
NOUS TOUS

39 MCARTHUR AVENUE
OTTAWA, ONTARIO K1L 8L7
613-241-7007
INFO@COOPERATION.CA

